

Palabre^a_eS



N°9 • 2002



« Formation :
les portes s'ouvrent »

Palabre^a_eS



N°9 • 2001

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRE/AS
- PACHAMAMA (CHILI)
- LA VOIX DES FEMMES (BELGIQUE)
- LE CONAFED (RÉP. DÉM. CONGO)
- L'IDEF (RÉP. DÉM. CONGO)
- HEGOA (ESPAGNE)
- Rencontre du Réseau

Éditrice responsable : Hélène Ryckmans

Groupe de travail du projet Raconter et Écrire :

Rebeca Alamo, Bienne Baron, Carmelina Carracillo,
Poupette Choque, Gladys Cifuentes, Namur Corral,
Marcela de la Peña, Isabelle Jacquet, Patricia Muñoz,
Patricia Vandamme, Magali Verdier

Illustration de couverture : Claire Hilgers

Illustrations intérieures et mise en page : © Clarice

Photos : p 4 et 17 Pachamama, p 12 La Voix des
femmes, p 16 CONAFED, p 24 IDEF,
p 28 HEGOA

Traductions pour ce numéro : Dulce Kugler, Isabelle
Slinckx

Imprimerie : Editions Rencontres asbl

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis
la réalisation de ce numéro !

ÉDITORIAL

Formation : des portes s'ouvrent

La formation permet l'épanouissement de chaque individu et son insertion dans la vie sociale. C'est une chance et une opportunité que les femmes ont compris. La formation joue un rôle particulièrement utile pour elles. Elle leur permet d'ouvrir des horizons, de connaître leurs droits et de les défendre, de renforcer leurs acquis.

La formation est un thème central dans notre travail et dans celui de nos partenaires. Elle a fait l'objet d'une rencontre du réseau Palabras, dont les récits présentés dans ce numéro sont en partie le prolongement.

La formation prend ici deux sens différents : d'une part la formation dispensée à des femmes, sujets de formation ; et d'autre part l'égalité entre femmes et hommes comme thème de formation (pour des femmes, pour des hommes, pour des jeunes).

Dans ce numéro de Palabras, vous trouverez donc des récits d'expérience de formation dispensée à des femmes. Ainsi, la Voix des femmes (**Belgique**) offre aux femmes migrantes, en recherche d'une alternative à leur dépendance, un espace d'apprentissage du français et de bien-être personnel, espace qui leur permet de découvrir une nouvelle autonomie. C'est aussi le contenu de la formation assurée par Pachamama au **Chili**. Cette ONG veut renforcer les capacités des femmes pour qu'elles soient des sujets actifs dans la défense de leurs droits.

D'autre part, nous vous présentons des formations basées sur le concept du genre. Hegoa, en **Espagne**, agit dans le cadre de l'éducation au développement. Cet institut propose des formations à l'égalité qui devraient prévaloir dans les rapports de genre. Le CONAFED, au **Congo** (RDC), fait de la formation pour faire prendre conscience aux femmes et aux hommes de la répartition inégalitaire des tâches et des discriminations envers les femmes. Toujours, au **Congo**, l'IDEF, une ONG d'appui aux femmes entrepreneures, a élaboré toute une sensibilisation au concept du genre, qu'elle destine à un large public de femmes et d'hommes congolais.

Toutes ces expériences nous montrent comment le concept du genre est conçu et vécu par les femmes, et par les hommes, par les garçons et les filles, dans le milieu scolaire, dans le secteur productif, dans le monde associatif. Il ressort clairement qu'une approche centrée sur les thèmes du genre et du développement permet un enrichissement mutuel entre le Sud et le Nord et entre les femmes et les hommes.

Le concept de "genre et développement" et sa mise en pratique quotidienne sont également le fruit d'échanges originaux entre le Sud et le Nord. Ils permettent des allers et retours fréquents entre le terrain et la théorie, entre les pratiques et les concepts... Ensemble nous développons progressivement un corpus méthodologique participatif et enraciné dans le vécu quotidien, qui allie diagnostic et intervention sociale.

L'approche centrée sur le genre et le développement a permis, selon nous, de "lire" différemment les relations entre les femmes et les hommes dans les sphères respectives du privé et du public. Elle renforce l'insertion des femmes dans les espaces du politique et leur volonté de "politiser" la sphère du privé, notamment celle de la santé reproductive vers les droits reproductifs, le développement de l'empowerment et de la confiance en soi.

La demande de formation, de renforcement de la confiance en soi est très forte de la part des femmes. Les associations qui racontent leur expérience dans le domaine le confirment : la soif d'apprentissage est énorme, à la hauteur des volontés de changer les mentalités - des hommes et aussi des femmes. Ce changement est au bout du long chemin de la formation...

Le Monde selon les femmes

LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRE/AS



Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs "possibles". Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire.

L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la "palette" de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

Objectifs du projet

LE PROJET VISE TROIS OBJECTIFS :

1 la diffusion d'expériences concrètes de groupes de femmes auprès d'un large public ;

2 l'apprentissage et la connaissance mutuelle, afin de créer des synergies entre groupes de femmes grâce à des récits croisés ;

3 la mise au point d'outils d'animation (pour l'éducation au développement et les formations) sur Genre et développement.

LE PROJET A TROIS COMPOSANTES :

1 la publication d'une revue, éditée en même temps en français et en espagnol. Le Monde selon les femmes a déjà publié sept numéros thématiques de la revue Palabras* ;

2 la mise en place progressive d'un réseau d'échanges et de contacts ;

3 l'organisation de rencontres entre les associations participant au projet.

** Le n° 0 sur les violences contre les femmes ; le n° 1 sur l'agriculture durable ; le n° 2 sur l'emploi ; le n° 3 sur la santé et les droits reproductifs ; le n° 4 sur la citoyenneté ; le n° 5 sur les femmes dans la ville ; le n° 6 sur les organisations d'appui aux femmes ; le n° 7 spécial "Marche mondiale" le n° 8 sur l'art au féminin.*



Les femmes se retrouvent, changent, communiquent. PACHAMAMA appuie leur développement personnel et collectif

Contact

Maria Elena Mancilla
cas 3444 Concepcion - Chili

Tél 56 31 71 02 19

E mail pachamam@chilestat.net
refugio@chilesat.net



Pachamama

(Chili)

Pachamama : La terre-mère



Le centre de promotion et d'éducation pour femmes Pachamama est une ONG créée en 1991 à Coronel comme espace d'empowerment et de formation pour les femmes. Son objectif est d'arriver au développement intégral de la femme, sujet actif pour la défense de ses droits, et d'en faire une interlocutrice reconnue dans son milieu, sa communauté et par rapport aux différents acteurs sociaux et politiques.


Pachamama est née du besoin de disposer d'un espace de rencontre qui permette aux femmes de se développer personnellement. A l'origine de Pachamama se trouve un groupe de femmes, agissant pour les femmes. Tous nos programmes et activités sont pensés pour répondre aux différentes problématiques que rencontrent les femmes dans cette zone minière : la violence domestique, le chômage, une mauvaise santé, le manque d'opportunités d'emploi et de formations professionnelles. Nous envisageons également la participation, le leadership, l'organisation et l'autonomie des femmes, ainsi que la gestion de l'environnement vécu et vu par les femmes.

Pour apporter une réponse à toutes ces problématiques, notre action insiste surtout sur :

- ☛ la formation. Nous organisons des ateliers de formation en développement personnel et en formation technique dans des métiers traditionnels. Il y a actuellement 12 groupes de femmes comptant de 12 à 20 participantes.
- ☛ l'appui-conseil pour le renforcement organisationnel et le leadership. Il est destiné aux groupes et organisations de femmes. Nous appuyons et conseillons 18 organisations au niveau communautaire, par l'intermédiaire du réseau "Regroupement des femmes de Lota et Coronel". C'est cette instance qui les aide à conclure des alliances stratégiques pour rechercher des solutions à des problèmes ponctuels de survie, comme la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ;
- ☛ un volet femmes et environnement ;

- ☛ un programme contre la violence domestique. Nous avons une maison d'accueil pour les femmes (accompagnées de leurs enfants) qui vivent des situations de violence et dont la vie est en danger. Trois formes d'intervention existent pour les aider : l'orientation et le suivi, la prévention et la sensibilisation communautaire, l'accueil temporaire.

Le pouvoir des femmes

 Le type de changement social que nous promovons est lié aux changements culturels et de mentalité. Nous pensons ainsi faciliter les choses pour les femmes et les hommes, en partant de la sphère privée. Le changement social passe par la prise de conscience du mal que nous fait le système patriarcal et par le choix de ce que nous voulons faire de nos vies. Souhaitons-nous effectivement investir l'espace privé, entre quatre murs, dans lequel socialement et culturellement on nous a reléguées ou bien, nous, femmes, avons nous d'autres intérêts et besoins ?

Au niveau social, nous aspirons à la reconnaissance de l'existence des femmes et de leurs apports. Nous voulons que cette reconnaissance se traduise par l'égalité des chances dans tous les secteurs de la société, sans distinction ni discrimination entre hommes et femmes. Nous souhaitons que toutes les portes s'ouvrent pour intégrer tous les acteurs qui composent une société.

Le pouvoir qu'exercent les femmes vient de la sphère privée et domestique. Nous avons le taux de chômage et de pauvreté le plus élevé des trente dernières années. Ceci a poussé les femmes à essayer d'assurer leur survie en s'installant, avec leurs familles, sur les places publiques, autour de marmites communes. Ce sont donc les femmes qui mènent le combat quotidien pour nourrir des milliers de sans-emploi.



Pour l'exercice du pouvoir, on nous considère comme étant de deuxième rang, jamais comme ayant l'autorité pour exercer des charges publiques. C'est pourquoi un changement d'attitude et de mentalité doit se faire, pour que les femmes aient confiance dans leurs semblables et que les hommes reconnaissent que les femmes aussi sont capables.



La foire permet aux femmes de commercialiser leurs produits

Les activités que nous avons menées à bien

- ☛ La célébration de la Journée internationale des femmes le 8 mars, avec une foire exposant des réalisations et montrant l'apprentissage de différentes techniques d'artisanat. Cette foire montre la diversité des organisations et permet aux femmes de commercialiser leurs produits. C'est en même temps un espace de revendication pour les droits des femmes à travers des représentations artistiques publiques produites par les femmes elles-mêmes.
- ☛ Une rencontre avec la culture et l'identité minière, par la danse et le théâtre ; une rencontre avec l'histoire, où le rôle des femmes apparaît clairement dans la vie quotidienne. La construction et la consolidation de la culture depuis l'espace domestique sont mises en avant, bien que celui-ci soit marqué et forgé par le système patriarcal. A partir de cette prise de conscience, on rend possible le changement dans les relations. Cette initiative fut une invitation à poser un regard sur les femmes par l'intermédiaire de l'art.
- ☛ Une journée pour la non-violence envers les femmes. Cette campagne a duré un mois. Des ateliers éducatifs, des séminaires et des panels ont été réalisés pour les étudiants, enseignants, habitants et responsables sociaux communautaires ainsi que pour 70 femmes dirigeantes d'organisations et groupes divers des communes de Lota et Coronel.

- ☛ Les journées d'évaluation. Chaque semestre a lieu une journée d'évaluation et de rencontre, à laquelle participent toutes les femmes avec lesquelles Pachamama a des contacts.
- ☛ Les promenades de fin d'année. Les responsables des groupes organisent une promenade, qui est l'occasion d'examiner le processus de croissance tant individuel que collectif.

Un regard sur l'histoire de Pachamama



Pachamama est née d'une analyse du contexte de l'époque (les années 80) et des espaces disponibles pour les femmes, dans la période de transition dans laquelle le pays se trouvait, et de la manière dont les femmes qui avaient lutté contre la dictature militaire allaient y faire face.



*Pachamama :
une ONG de femmes pour les femmes*

Il y a plus de dix ans, un groupe de femmes décida de lancer une nouvelle organisation s'inscrivant dans cette nouvelle ère politique et sociale, en assumant la responsabilité d'un type d'organisation pour lequel nous n'étions pas préparées. Cela signifiait agir dans la légalité et respecter toutes les exigences légales imposées par cette nouvelle période. C'est ainsi que, d'une organisation sociale ouverte de femmes, nous sommes passées à une ONG de femmes pour les femmes.

Nous avons initialement élaboré un programme et des modules de formation pour aider tous les groupes de femmes des villages de la région. Mais au fil du temps nous nous sommes rendu compte que notre projet d'intervention était trop ambitieux. Les femmes, et la population en général, attendaient beaucoup du nouveau processus de transition politique qui commençait et avaient tant de demandes auxquelles, en tant qu'institution, nous ne pouvions pas répondre, que cela entraîna frustration et désespoir.

Nous avons alors pris la décision de concentrer notre soutien dans la zone minière et dans celles de ses communes qui avaient le plus besoin d'une initiative telle que la nôtre. Notre objectif est de renforcer les initiatives déjà en place dans la zone et de stimuler d'autres espaces de discussion et de réflexion pour les femmes de ces communes.

Participation, tolérance et diversité



Le fonctionnement interne actuel de l'institution se base sur trois niveaux. Une équipe de coordination planifie et prend les décisions, sur base des évaluations et des urgences identifiées par des groupes de travail, constitués sur une base thématique. Chacun de ces domaines de travail est le champ d'activité d'une équipe d'exécution. Celle-ci planifie et évalue périodiquement les contenus et les méthodes d'intervention avec les femmes.

C'est ainsi que s'enrichit le travail, puisque l'engagement des femmes qui composent les équipes de travail permet de maintenir une relation horizontale de participation et de tolérance dans la diversité.

Notre combat s'oriente vers la prise de conscience et le renforcement du pouvoir des femmes dans leur espace individuel et collectif. Il vise l'expression, par les femmes, de leurs revendications et propositions, en tant que sujets actifs de notre société.

C'est dans ce contexte, avec cette mission, que nous nouons des alliances stratégiques, au niveau communal, régional et national. Elles visent l'amélioration de la qualité de vie des femmes. Ainsi, nous faisons partie de : l'Action (La Acción), l'Association chilienne des ONG, le Réseau chilien contre la violence domestique et sexuelle, le Réseau d'appui à la famille de Coronel, Renace, Chili durable, l'Institut de la femme (à Concepción), le Forum de la santé et des droits reproductifs, le Bureau de travail pour l'enfance et l'adolescence et le Réseau latino-américain de refuges temporaires pour femmes.

Les relations entretenues dans ces espaces et avec ces acteurs et actrices sont des relations de collaboration, d'appui, de coordination et d'optimisation des ressources pour une intervention globale, tant pour les groupes avec lesquels nous travaillons que pour les femmes qui vivent des situations de violence domestique et sexuelle.

Dans ces espaces naissent la discussion, la réflexion et l'analyse de la réalité interne et externe à notre activité sociale. Cela permet d'accroître nos connaissances et d'apporter une réponse articulée aux processus et aux politiques sociales décidées par le gouvernement de notre pays, au moins au niveau local et régional.

Les relations que nous avons avec le Nord se caractérisent par un appui pour des projets de développement pour des femmes de notre région et par un échange d'expériences, comme lors de l'action Sud-Nord de 1999, avec Volens et avec le Monde

selon les femmes (deux ONG belges). Nous pensons que, face aux analyses économiques portant sur la réussite du modèle chilien, isolé des autres pays, il y a un processus d'intégration régionale en cours qu'il faudrait appuyer. Dans ce cadre, les ONG du Nord et du Sud ont beaucoup de choses à apporter. Il nous semble qu'une intégration réelle doit se faire. Elle passe par tout un processus d'échanges, qu'il s'agisse d'organismes gouvernementaux ou d'ONG, sur des thèmes conjoints et spécifiques, car nous avons beaucoup à apporter, au Nord comme au Sud.

Les femmes sont des semences qui fertilisent la terre...



Les effets et conséquences de notre présence comme organisation au cours de ces 10 ans de fonctionnement peuvent être évalués au niveau de la femme, du groupe et de la communauté.

Pour la femme, l'expérience de participation dans l'institution ou dans le groupe signifie une prise de conscience d'elle-même. Dans de nombreux cas, cela lui a servi à réordonner sa vie et à satisfaire ses besoins et intérêts pour son développement personnel.

Les femmes prennent la décision d'étudier, de mener une carrière ou de suivre une formation supérieure qualifiée, elles dynamisent leur famille, malgré de nombreuses difficultés. Elles se reconnaissent comme personnes qui vivent des formes de discrimination et trouvent des appuis qui les aident à faire face à de telles situations.

Sur le plan de l'organisation, elles acquièrent une meilleure capacité à être leader dans la communauté, une capacité de gestion et de négociation avec les autres acteurs de leur milieu. Elles développent des compétences d'expression et de direction, elles savent adapter et reproduire l'information reçue dans des rencontres et des journées d'empowerment pour un meilleur fonctionnement du groupe. Elles apprennent comment créer un fonds rotatif qui leur donne un minimum de sécurité pour se maintenir comme organisation.

Dans le contexte local et régional, les effets peuvent être mesurés par la reconnaissance de notre action. Notre organisme est consulté en permanence ; il est considéré comme compétent dans les questions qui touchent les femmes de la région et comme générateur de connaissance, pour de futurs professionnels.

Nous participons aux discussions et réflexions qui se font dans les instances de la société civile et du gouvernement régional, et bien souvent comme soutien des services publics de l'Etat, sans autre bénéfice que d'assurer la continuité de notre institution Pachamama.

Se tourner vers l'avenir



Nous sommes préoccupées par l'avenir de Pachamama comme institution. Nous nous demandons comment survivre sans l'appui de la coopération au développement et comment assurer le financement des programmes sociaux visant les femmes et qui sont en cours actuellement. Nous avons un rêve pour la durabilité et l'autonomie, pour assurer l'innovation et le développement personnel des femmes et de la localité. Il s'agit d'un projet de plantation et production d'œillet, qui initialement couvrirait le marché régional et veut se tourner à l'avenir vers l'exportation. Il permettrait également d'engager des femmes, ce qui amènerait une amélioration de leur niveau de vie.

Par ce projet de production nous espérons financer les programmes sociaux, dans un délai de 4 ans. Pour ce faire, nous travaillons avec énergie, force et de grands espoirs en l'avenir.

Pour toutes ces raisons, nous affirmons que nous les femmes sommes des semences qui fertilisons la terre pour donner des fruits de changement et d'abondance aux nouvelles générations.





Sensibiliser l'opinion publique et lui renvoyer une image positive de la réalité des immigrations : LA VOIX DES FEMMES participe la journée contre le racisme

Contact

Vicky Juanis
18, rue de l'alliance
1210 Bruxelles - Belgique

Tél 32 2 218 77 87
Fax 32 2 219 60 85



La Voix des femmes

(Belgique)

Nos débuts



En 1987, des jeunes femmes d'origine et de formations diverses ont décidé de faire entendre leur voix. Chacune d'entre elles avait été sensibilisée aux situations difficiles vécues par les femmes.

La plupart de ces femmes avaient déjà une expérience militante ou professionnelle dans différentes associations ou organisations (asbl, syndicats...). Elles se sont rendues compte de l'importance de maintenir des lieux privilégiés, ouverts uniquement aux femmes. Ainsi est née à Bruxelles une nouvelle association dénommée "la Voix des femmes".

La majorité des membres de l'association sont des femmes et des jeunes filles issues de l'immigration, tout comme la population qui s'adresse à l'association. Cette dernière est davantage sensibilisée aux problèmes liés aux mouvements migratoires en général et aux difficultés rencontrées par les femmes en particulier.

La situation des femmes issues de l'immigration ne peut évoluer en dehors d'une implication politique. En effet elles doivent prendre conscience de leur situation économique et sociale pour l'améliorer de pouvoir participer à la vie citoyenne.

Ces femmes doivent régulièrement faire face au racisme et à d'autres discriminations. Un des objectifs prioritaires de l'association est donc de sensibiliser l'opinion publique et de lui renvoyer une image positive de la réalité des immigrations, différente de celle véhiculée habituellement par les médias.

"La Voix des femmes" souhaite avoir un impact sur la politique menée en matière d'immigration via des actions diversifiées. C'est ainsi que nous entreprenons des actions relatives à tout qui touche la population non-belge en général et féminine en particulier. Nous visons également la promotion de l'égalité des chances dans les études et de travail.

Des outils pour devenir autonomes



L'association accueille toutes les femmes. Les difficultés rencontrées ne sont pas propres aux femmes venues d'ailleurs, mais communes à toutes. De plus, la diversité des cultures représentées permet et enrichit les échanges. Elle désire leur offrir une aide spécifique qui corresponde à leurs besoins et aspirations ainsi que des outils pour devenir autonomes et responsables. Des cours de français, d'alphabétisation, des sorties culturelles, des voyages, des conférences mensuelles, des activités s'inscrivant dans le cadre d'un projet global de bien-être et de santé leur sont proposées.

Le principal objectif de l'école de devoir pour jeunes filles de l'enseignement secondaire vise le soutien pour la réussite scolaire. Obtenir un diplôme est gage d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis de la famille. Cela donne la possibilité à la jeune fille d'avoir accès à un statut social plus conforme à la société dans laquelle elle évolue.

Les jeunes filles qui réussissent leur scolarité véhiculent une image valorisante auprès du groupe social auquel elles appartiennent. De plus en plus de parents encouragent leurs filles à poursuivre des études et reportent le mariage à plus tard. Après quelques années de travail, un climat de confiance s'est établi entre les familles et l'association notamment lorsqu'elles font appel à une médiation avec un établissement scolaire.

Prendre du temps pour soi-même



Un accueil social a été mis sur pied pour permettre aux femmes de se rencontrer, se parler et parler de leurs inquiétudes sans aucune contrainte. L'association est pour beaucoup de femmes l'unique endroit en dehors du cadre familial où elles rencontrent d'autres personnes. La plupart d'entre elles la fréquentent parce que c'est un espace uniquement féminin. Le premier pas franchi, les femmes s'autorisent à prendre du temps pour elles : pour apprendre, pour échanger, pour s'offrir des loisirs...

Les femmes ont tendance à mettre de côté leurs besoins d'un épanouissement personnel en dehors des obligations familiales. Les rassurer et les soutenir dans cette démarche est un des objectifs de la Voix des femmes. Finalement les femmes sont soulagés de ne plus dépendre des enfants ou du mari pour effectuer les démarches administratives, de santé ou de scolarité. Avec le temps, ce sentiment de soulagement est aussi partagé par leur famille.



Au fil des années le public de l'association a beaucoup changé. Des femmes d'âge et de nationalité différents (marocaines, pakistanaises, turques, asiatiques) suivent les activités de notre association. Certaines y viennent avec un objectif bien précis (apprendre à parler, à écrire, suivre un cours de gym) et pour les autres, la Voix des femmes assume le rôle de lieu d'accueil, d'espace de rencontre et de partage.

La diversité de ce public favorise l'ouverture de chacune à l'autre, à d'autres univers et à d'autres cultures. Ceci n'aurait probablement pas pu se faire en dehors. Les différences ne sont plus une barrière pour communiquer, pour s'accepter, pour apprécier les autres et les respecter. Les problèmes de la vie quotidienne ainsi que le moment de bonheur des unes sont semblables à ceux vécus par toutes les femmes. Cela rapproche et les femmes ne se sentent pas isolées.

"Pourquoi veux-tu apprendre à parler français ? Pourquoi veux-tu apprendre à lire et à écrire ?" Les échos des voix sont unanimes : *"Pour communiquer avec les autres, pour voir se débrouiller toute seule, trouver du travail"* Mais la réponse qu'une femme a donné à cette question résume peut-être le sentiment exprimé par toutes en général : *"Pour être bien, pour exister"* "Etre bien" se traduit par "être quelqu'un qui peut avoir accès à la formation, à la formation en équipe, participer pleinement à la vie sociale".

L'association mène un travail de longue haleine pour faire entendre la voix de toutes les femmes.



CONAFED propose des formations en genre, pour les femmes et également pour les hommes. Ces formations contribuent à changer leurs relations

Contact

Elise Muhimuzi, secrétaire exécutive

Bp 5 744

Av Mutombo Katshi n°7

Kinshasa Gombe - République démocratique du Congo

Tél 243 12 20 252

Fax 243 12 20 252

Gsm 8801440

E mail conafed@ic.cd



CONAFED

(Congo - R.D.C)

Comité National Femmes et Développement



Le Comité National Femmes et Développement s'occupe essentiellement du renforcement des capacités des femmes ; c'est un service technique du conseil national des ONG qui est actif à travers onze provinces avec un comité de liaison élu dans chacune d'entre elles.

Nous essayons, dans la mesure du possible, d'animer, de sensibiliser, de vulgariser les textes sur l'approche de genre de façon transversale à travers les différentes activités des hommes et des femmes de notre réseau national et du conseil national des ONG pour le développement.

Dès le début de notre association, nous avons été intéressées par le fait de soutenir le mouvement d'approche de genre par nous-mêmes. Nous estimons que nous avons à jouer un rôle d'appui aux réseaux féminins qui se constituent. Notre travail se fait en concertation avec les hommes.

C'est l'approche de genre qui fait notre spécificité pour essayer de redéfinir les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes au sein de la communauté, afin de pouvoir réaliser un peu plus d'équilibre, un peu plus de justice et de complémentarité et d'essayer dans la mesure du possible de voir comment on peut changer les coutumes, les traditions, les croyances ou les lois qui sont facteurs d'injustices envers les femmes.

En 1997, le comité national a été mis sur pied. Il a pour mission de favoriser l'approche selon le genre, d'appuyer les couches sociales les plus pauvres et de travailler au niveau du secteur d'information, de formation, au niveau de la communication et de l'éducation, au niveau également de l'animation et du suivi des évaluations permanentes, afin d'améliorer le travail dans les réseaux. Depuis ce moment, nous avons des moyens financiers et humains. Hommes et femmes sont réunis ensemble dans une réflexion sur l'approche de genre. C'est une structure nationale qui a été mise en place, mais venant de la base. Il y a un comité de liaison dans chaque pro-

vince. Un système de radiophonie mobile assure les contacts entre tous. Nous partageons ensemble une même vision politique et philosophique.

Nos finalités et nos principes de base



Premièrement il faut renforcer la capacité des femmes. Au niveau de nos statuts, des femmes de la base venant de chaque province doivent être présentes au sein de la délégation.

Nous assurons également des formations par des programmes décentralisés, dans chaque province. A partir des coutumes et les traditions établies, nous assurons des programmes d'animation qui déterminent les rôles et les devoirs des hommes et des femmes, traditionnellement mal définis. Sur le terrain lors de nos formations, nous invitons les autorités locales et les associations pour qu'elles viennent suivre ces formations et comprennent les outils d'analyse du genre, afin qu'elles sachent bien comment les femmes voient leurs besoins pratiques et comment elles déterminent les autres. Les résultats qualitatifs que nous obtenons sont très importants.

Nous aidons les femmes à définir et à unir leurs forces afin de définir leurs besoins stratégiques et pas uniquement pratiques.

Au niveau de l'information, nous disposons d'un bulletin au sein du Conseil National des ONG. Ce bulletin aborde la question des résultats qu'a obtenus l'ensemble du mouvement. Il aborde également les campagnes de sensibilisation que nous menons. Actuellement dans notre pays il existe un gouvernement, mais pas de parlement ; il n'y a pas de contre-pouvoir. C'est donc la société civile qui essaie d'exercer ce contre-pouvoir. Les ministères sont impliqués dans nos activités car nous les y invitons.

Notre association mène également certaines études. Une d'entre elles a été faite sur le travail masculin et féminin, où on voit clairement les différences. La femme assume beaucoup plus d'heures de travail quotidien que l'homme. Cela nous permet de déterminer quelles sont les coutumes sur lesquelles on peut agir afin de les transformer. C'est à partir de ce genre d'étude que les activités de plaidoyers peuvent être déterminées.

Nous produisons également des publications pour que les messages arrivent jusqu'à la base, et nous avons obtenu



Travail de la femme...

nu de bons résultats. Notre approche est attirante pour notre public. Nous prô-
nons plus d'égalité entre les hommes et
les femmes. Nous sommes également
impliqués pour changer les orientations
d'éducation différencielles des filles et des
garçons. Par exemple, dans les familles
pauvres où le minerval ne peut être
consenti que pour assurer l'éducation
d'un seul enfant, c'est le garçon qui en
bénéficie. Nous essayons d'influencer ces
choix afin qu'ils soient plus égalitaires.



... travail de l'homme

Nous utilisons également les autres médias ; la télévision est un de nos outils pour
faire passer les messages. Au niveau de la méthodologie, nous utilisons le théâtre et
les films documentaires pour le public non alphabétisé. Nous nous associons à
d'autres organisations, telles que l'Unicef et l'Unesco, où cette question du genre est
également à l'ordre du jour.

L'analyse doit être faite de façon systématique. C'est ainsi que des recensements sont
nécessaires afin de pouvoir développer certains axes de politique. Ce travail sur les
chiffres est très important car nous en manquons cruellement au Congo. Le travail
avec des planificateurs, avec des statisticiens doit pouvoir se faire afin de pouvoir
réagir dans le sens de ce que nous voulons et afin de mieux déterminer nos axes
d'action.

Le travail dans un pays en guerre comme le nôtre n'est pas facile. Nous ne pou-
vons travailler que dans sept provinces sur les onze que compte le pays. Les quatre
autres provinces sont occupées. Un travail de pression se fait quand même afin que
le travail puisse être poursuivi même dans les provinces occupées. Dans celles-là,
nous communiquons beaucoup par mail.

Le développement d'outils adaptés au milieu

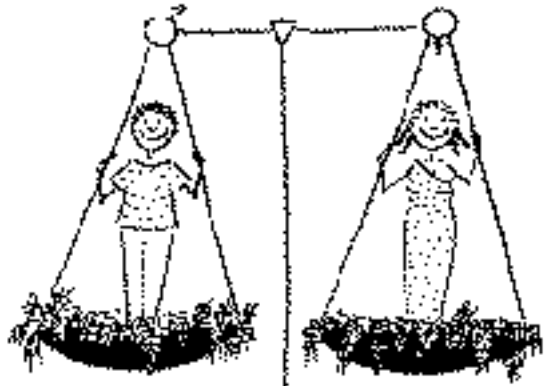


**Nous avons travaillé différemment selon les provinces, de manière à
adapter nos outils au contexte local.**

Le CONAFED a analysé les horaires de travail entre hommes et femmes. C'est une
étude qui a duré trois mois. Nous avons ainsi observé que la femme se levait à 5 h
du matin et se couchait à 23 h, lorsque son travail était terminé. On a constaté par

contre que l'homme se levait à 10 h du matin et jouait aux billes en groupe. Après trois mois d'analyse de la vie quotidienne, les groupes ont commenté leurs observations. Les hommes et les femmes ont été réunis. L'animatrice du groupe a proposé aux hommes d'invertir les rôles. Certains hommes se sont proposés. **Après trois jours cependant, tous les hommes avaient abandonné, la charge de travail étant trop lourde à supporter.**

Une autre expérience a été faite dans un groupe où le travail à faire était réparti entre hommes et femmes. Il s'agissait d'une récolte de céréales. En fin d'année, la récolte a été abondante, trop abondante pour une consommation de la communauté, il a donc fallu exporter. Après trois ans de cette gestion égalitaire entre hommes et femmes, l'entreprise s'était fortement développée. Des camions ont été achetés ; des boutiques, un centre de santé pour femmes, des petites et moyennes entreprises ont été mis sur pied. C'est une expérience qui a donné d'excellents résultats parce qu'il y a eu un partage équitable du travail.



«Une récolte égalitaire»

La même expérience a été menée au Sud Kivu où cela n'a pas donné du tout les mêmes résultats, où il y a eu énormément de problèmes. L'expérience a échoué car les femmes étaient beaucoup trop soumises et qu'il y avait impossibilité de demander aux hommes d'assumer certaines tâches.

Le changement social et la citoyenneté active



Le changement social que nous voulons obtenir c'est qu'il y ait cette reconnaissance de la participation effective des femmes. **Sur le plan démographique nous sommes les plus nombreuses. Sur le plan des positions, sur le plan des représentations, nous ne sommes pas considérées.** Selon nous, le travail de la femme n'est pas exprimé dans les rapports nationaux. Les femmes travaillent beaucoup dans la maison, dans la famille. Ce travail là n'est pas comptabilisé. Ce que nous souhaitons c'est qu'on prenne en compte notre travail. Il faut interroger les hommes pour leur demander "que font vos femmes ?" Quand une

femme n'a pas un travail rémunéré, ils vous disent carrément que "la femme reste à la maison, elle ne fait rien". Pourtant la femme ploie sous un poids de travail énorme. Elle ne se repose pas. A la maison elle est au four et au moulin. Mais un homme ne reconnaît pas ce travail-là. Le temps que la femme y passe n'est pas non plus considéré, que ce soit au niveau national ou au niveau des élites. C'est en raison de cela que nous croyons qu'il est possible de reconsidérer, de revoir les rôles et de redéfinir les responsabilités au sein de la communauté, au sein de chaque famille.

Le projet que nous prôtons est celui d'une société beaucoup plus juste, une société qui n'est pas basée sur ces inégalités, une société qui prône l'égalité des chances entre filles et garçons ; une société qui porte cette problématique au niveau des institutions, au niveau des lois, au niveau des coutumes, pour alléger le travail de la femme.

Nous pensons qu'avec tout ce qu'on a comme programmes d'animation, de sensibilisation, de participation populaire avec le programme d'éducation civique, les femmes elles-mêmes animent effectivement leur démocratie à leur façon.

Des programmes de télévision



Toutes ces expériences ont été montrées en vidéo et ont pu être diffusées dans les médias. L'échec et la réussite ont pu être montrés à un public plus large. Nous négocions donc pour faire passer nos émissions et nous payons ce qu'il faut payer. Ce n'est vraiment pas difficile. Les journalistes sont en demande, car ils ont besoin de nos thèmes d'émissions et de la façon dont nous produisons nos émissions.

Nous définissons et nous animons le programme. C'est-à-dire que nous introduisons le thème pour captiver les gens. Par exemple, à Kinshasa, c'est une ville de fonctionnaires où la plupart des femmes vivent de l'économie informelle. Donc, concrètement, que se passe-t-il avec le travail féminin ? A 5 h du matin, les femmes sont au port pour chercher de quoi vendre. Pour illustrer cette situation que vivent les femmes, nous produisons un documentaire sur ce travail réalisé par ces femmes et en même temps, en parallèle, nous suivons les hommes. Qu'est-ce qui se passe avec les hommes ? Beaucoup n'ont plus de travail mais doivent tout de même aller au bureau pour voir si quelque chose a changé par rapport à la veille. L'homme doit aller en bus au bureau. Comment fait-il pour aller en bus étant donné qu'il n'a plus de sous puisqu'il ne travaille plus ? Il demande une participation financière à sa femme pour payer son ticket de bus.

Le pouvoir féminin renforcé



Le pouvoir féminin sort renforcé de cette relation puisque l'épouse donne de l'argent à son mari. Il est frappant de constater qu'avec ce nouveau style de rapport qui commence à naître entre les femmes et les hommes, la violence diminue. Les hommes sont de plus en plus souvent à la maison et participent, avec les enfants, aux travaux ménagers, ou demandent aux enfants de les faire. **Il s'agit ici d'un rapport de force entre hommes et femmes qui a changé suite à une situation économique qui s'est fort dégradée.** Le gouvernement est interpellé par cette situation. Malgré le travail informel, la richesse ne suit pas. Il y a des groupes de feedback qui écoutent nos émissions et qui en répercutent les réactions.



... la violence diminuée

Les réactions des hommes aux questions posées par les femmes



En tant que réseau s'occupant de la thématique du genre, nous n'avions pas le droit d'être représentées ni de prendre la parole au Conseil national des ONG. Le CONAFED est un organisme fort surveillé pour le moment, car certains sentent que les femmes vont un peu trop vite dans l'acquisition de nouveaux pouvoirs, de nouvelles positions au niveau de la vie sociale et politique du pays. Les statuts de notre organisation ont été préparés par rapport à l'approche thématique de genre que nous avons toujours souhaité développer. C'est le protocole de collaboration avec le Conseil National des ONG qui régit nos relations. Notre organisation a un règlement d'ordre intérieur mais nous-mêmes n'avons encore pas de statuts spécifiques. Pour que nous disposions de statuts différents, il faut attendre l'assemblée extraordinaire afin de les changer. Cette assemblée extraordinaire ne se réunit que tous les deux ans.

Avec la base, notre organisation a suscité des interrogations et la prise de conscience chez les femmes qu'elles pouvaient exprimer leurs opinions. **Maintenant, les femmes occupent la place qui leur est due. Elles sont consultées : c'est un acquis. Les femmes sont devenues une force incontournable. Elles font entendre leur voix.**

Les effets pour notre groupe et pour chacun de ses membres

Par rapport à notre travail, nous pouvons épinglez quelques effets positifs.



D'abord la prise de conscience par les femmes qu'il était possible de s'aligner sur des intérêts pratiques et stratégiques. Avant on pouvait remarquer que les femmes avaient tout simplement une conception pratique des choses ; lorsqu'on allait dans un milieu donné on disait : "de quoi avez-vous besoin ?" La réponse était : "On a besoin d'un moulin, d'un puits ; on a besoin de ceci". Actuellement on sent que les femmes veulent aussi être représentées, participer à la décision. Que ce soit au niveau local, au niveau du quartier, les femmes sont présentes. Elles expriment leur opinion. Les femmes ont pu, dans les provinces occupées comme dans les provinces non occupées, aller vers l'autorité, aller vers les rebelles et leur dire que c'en est assez de la guerre, que les violences sont trop dures, qu'il faut absolument stopper, qu'il faut trouver une concorde civile. Les femmes les ont interpellés et cela a été publié. Lorsqu'on a organisé, dans les provinces sous autorité gouvernementale, des rencontres ou qu'on voulait faire le débat national, les femmes ont contesté les listes parce qu'elles ne comportaient pas de femmes. Cela veut dire que l'on ne pouvait pas permettre que ce soient les mêmes hommes qui négocient la guerre, qui négocient les armes, et qui soient encore là pour négocier la paix. On voulait aussi une participation de femmes. Cela a été très important. Sans même qu'un appel soit intervenu, on a vu les femmes aller réclamer, aller demander, aller dénoncer une situation qui n'est pas la leur.

Les changements induits sur les rapports de genre au Congo



Il y a beaucoup de changements qui ont été induits sur les rapports de genre dans notre pays. Beaucoup de facteurs ont contribué à ce changement. A Kinshasa on observe le développement du chômage des hommes. Actuellement, ils commencent à faire des activités traditionnellement réservées aux femmes, telles que la garde et l'éducation des enfants, car c'est la femme qui se débrouille dans le contexte de la survie. Ceci est dû à la crise. C'est donc la crise qui favorise un nouveau processus de changement. Le fait qu'il y ait beaucoup d'églises et de sectes réduit également la violence familiale. Tout le monde se promène avec sa Bible.

Un autre facteur de changement est le fait que beaucoup d'ONG travaillent au développement de l'esprit politique du public. L'approche de genre a ses effets également puisque les hommes s'approprient la vidéo ou la cassette que nous diffusons et valorisent le travail de la femme. Au sein des ONG, les femmes veulent être présentes dans tous les organes de prise de décisions.



IDEF assure des formations en gestion et en microcrédit pour les activités productives des femmes, dans une optique d'égalité des sexes

Contact

Charlotte Kashamura
Secrétaire Générale de IDEF
BP 16 772
Av. Mutombo Katshi n°5
Kinshasa Gombe - République Démocratique du Congo

Tél 00 243 8 110 139

Fax 00 243 12 34 781

E mail idef-omg@yahoo.fr



IDEF

(Congo - R.D.C.)

Initiatives pour le développement de l'entrepreneuriat féminin à la base

I. D. E. F. IDEF est une ONG qui regroupe 16 groupements à Kinshasa, avec quelques noyaux à l'intérieur du pays. Nous organisons régulièrement des formations en gestion, en microcrédit, en organisation, pour les activités productives des femmes. Il nous a semblé utile de décrire ici un **exemple** de ce que nous faisons.

Une formation en genre

Nous avons organisé de mars à juin 2000 une formation sur le genre dans les communes périphériques de la ville de Kinshasa. Cette formation fut financée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme.

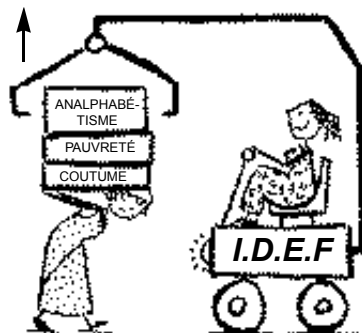
L'objectif du projet était d'amener les femmes des quartiers périphériques de Kinshasa à connaître leurs droits et à harmoniser leurs rapports avec l'homme dans leur foyer et leur milieu naturel grâce à l'approche de genre. D'une façon plus spécifique, **il s'agissait de faciliter, aux femmes congolaises des milieux défavorisés, l'acquisition des outils de la citoyenneté et des droits fondamentaux de la femme dans une optique d'égalité des sexes**, de la promotion des chances égales au niveau du savoir, de l'avoir et du pouvoir.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs stratégies furent élaborées dont :

- ☛ l'élaboration de modules adaptés au milieu culturel des femmes congolaises et surtout exploitables par toutes les femmes, quel que soit leur niveau d'instruction ;
- ☛ l'utilisation de la langue locale ;
- ☛ l'adaptation des images aux réalités culturelles locales ;
- ☛ la sensibilisation par les média pour les femmes citadines.

La méthodologie de formation fut celle du livre "Un autre genre, s'il vous plaît" édité par le Monde selon les femmes (Belgique), adaptée selon le niveau de compréhension du public-cible. Les images furent multipliées selon le nombre de

groupes formés et les femmes devaient discuter entre elles de situations qui renforcent l'égalité hommes-femmes et de celles qui favorisent la discrimination à leur égard. Après une mise en commun et la classification des différentes propositions, les femmes essayaient d'élaborer des stratégies d'amélioration et, si possible, des projets. C'est ainsi qu'aujourd'hui, nous avons des activités post-formation qui sont la scolarisation de la petite fille et les activités de microcrédits.



Nous avons aussi organisé une émission télévisée à une heure de grande écoute (avant les informations du soir) pour toucher ainsi un large public.

Pour la majorité, les problèmes qui accablent les femmes congolaises sont

- ❖ le poids des coutumes qui les infériorisent ;
- ❖ la pauvreté qui se féminise de plus en plus et
- ❖ l'analphabétisme ou l'ignorance.

Une formation adaptée



Si nous faisons une évaluation des outils utilisés lors de la formation, nous pouvons dire que le module est vraiment adapté à la condition de la femme, aux difficultés que la femme africaine traverse par rapport à l'égalité hommes-femmes.

D'abord, à nos yeux, ces cartes présentent toutes les facettes de l'égalité et d'inégalité. Nous n'avons rien écarté mais nous avons trouvé que certains thèmes étaient laissés de côté par les participantes (tels que le congé de paternité, le cumul de congés de la femme pendant cinq ans). Tout cela parce que nous avons travaillé avec des femmes analphabètes, qui ne "travaillent" pas. Cet aspect ne les intéressait pas.

Par contre, il y a des cartes qui accrochaient et qui les intéressaient telles celles sur la répartition équitable des tâches ménagères, la violence faite aux femmes, la maternité responsable, l'éducation de la jeune fille. Cette carte a été largement commentée et les femmes ont dégagé un problème politique du moment : c'est la non participation des femmes à la prise des décisions dans notre pays. Nous avons 50 à 60 % des femmes qui ont étudié, mais il faut voir dans quelles spécialisations ! Dans le temps on embrigadait les femmes dans certaines fonctions telles que secrétaire, infirmière, hôtesse, en estimant qu'elles étaient incapables de suivre des sections scienti-

fiques. Les jeunes estiment que le mauvais choix des sections est un frein pour accéder aux fonctions dirigeantes. A noter que ces femmes, quoique analphabètes, participent aux réunions de leur quartier ou de leur église...

Redéfinir les rôles

I. D. E. F. D'une façon générale, **les coutumes maintiennent les femmes dans une situation d'infériorité** et d'une façon plus accentuée dans certaines tribus, notamment celles du Centre et du Sud. Cela dépend aussi du milieu dans lequel elles vivent (rural ou urbain). On doit faire beaucoup d'efforts pour arriver à voir dans quelle mesure les femmes peuvent harmoniser leur rapports avec les hommes en identifiant d'abord le facteur d'injustice à travers nos lois, nos croyances et coutumes. Il faut voir dans quelle mesure on peut les changer. **On peut arriver ainsi à sensibiliser les femmes sur leurs rôles et responsabilités, les rendre capables de s'opposer à certaines lois ou pratiques qui les infériorisent.**

Avec la situation économique de notre pays, beaucoup d'hommes sont au chômage et les femmes font vivre les familles. Dans ce contexte, l'approche selon le genre doit permettre à l'homme et à la femme de redéfinir leurs rôles pour arriver à rendre les femmes responsables. Economiquement les femmes peuvent avoir une activité génératrice de revenu sans en avoir le contrôle. Les femmes congolaises n'ont pas accès à certaines ressources, notamment la terre, alors que le maraîchage et les cultures vivrières reposent sur elles. La formation visait à voir comment gérer ces situations, à vulgariser certains textes en rapport avec l'égalité homme-femme, à sensibiliser les femmes à l'approche de genre, à les inciter à la recherche de complémentarité et d'équilibre dans la justice au sein de leur famille et leur milieu naturel (commune, église, tribu). Il fallait dire aux femmes que la coutume a été créée par les hommes, et que les lois, notamment celles de notre pays et d'autres conventions internationales, les protègent même si certains articles de nos lois sont encore discriminatoires.

Complémentarité dans la justice

I. D. E. F. Pendant la formation nous avons été encadrées par le CONAFED, le Comité National Femmes et développement, réseau qui s'occupe essentiellement du renforcement des capacités des femmes en approche de genre. Pendant les activités de sensibilisation, nous avons vu la participation de plusieurs ONG locales, de plusieurs membres de notre gouvernement, dont le Ministère des affaires sociales, du Droit humain, le Bureau des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en RDC. Depuis lors nous collaborons avec d'autres ONG locales et de l'intérieur (Kivu) pour des échanges d'expériences.



L' quipe du centre de documentation d'HEGOA

Contact à Bilbao

Itziar Hernandez

Hegoa - Instituto de Estudios sobre Desarrollo y Cooperación Internacional

Avda Lehendakari Agirre, 85

Fac. de Ciencias Económicas UPV/EHU

48015 Bilbao (País Vasco) - Espagne

Tél 34 94 601 70 91

Fax 34 94 601 70 40

E mail bsvsagoa@bs.ehu.es

Web www.ehu.es/hegoa

Contact à Vitoria

Gema Celorio

Hegoa - Instituto de Estudios sobre Desarrollo y Cooperación Internacional

C/ Manuel Iradier, 6 Bajo

01005 Vitoria-Gasteiz (País Vasco) - Espagne

Tél et Fax 34 945 13 15 87

E mail hegoavitoria@sarenet.es


Web www.ehu.es/hegoa



HEGOA

(Espagne)

Institut d'études pour le développement et l'économie internationale

 HEGOA a été créé au Pays basque (dans le nord de l'Espagne) en 1987, pour encourager la connaissance et la recherche sur les questions de développement et les relations Nord-Sud.

HEGOA est présent à Bilbao et Vitoria.

Un centre de documentation

Au siège de Bilbao, le travail s'articule autour de quatre secteurs principaux :

- ❖ un centre de documentation sur la coopération et le développement international ;
- ❖ la recherche et la formation (spécialisation universitaire) ;
- ❖ l'information et la sensibilisation : conférences, débats publics, séminaires et rencontres entre ONG de développement et autres agents de coopération ;
- ❖ le conseil, suivi et évaluation de projets de coopération pour les ONG, les municipalités et le Gouvernement basque.

Recherches et publications

Egalité, développement et paix. Lumière et ombre de l'action internationale pour les droits de la femme (1996), Femmes du Sud (1995), Femmes du monde rural (1996), Le Maghreb (1995), Guide méthodologique pour l'intégration de la perspective de genre dans les projets et programmes de développement. Emakunde (1998), Vies parallèles des femmes (1998), Discrimination fondée sur le genre : un obstacle au développement durable (1994), Femmes et coopération : de l'insensibilité à l'égalité de genre (1999).

C'est fin 1987 qu'a été créé le Centre de documentation et de recherche sur les pays en développement à Bilbao. Ce fut le premier germe de ce qu'est aujourd'hui HEGOA. Un groupe de professeurs de l'Université du Pays basque et d'autres professionnels, liés de différentes manières au monde de la coopération au développement, avaient ainsi mis sur pied le premier centre d'étude de ce type au Pays basque. Les premières années de travail ont coïncidé avec l'élan que connurent les activités de coopération au développement au Pays basque, à la fois dans le domaine social et institutionnel.

La constitution du centre de documentation au sein de la Faculté des Sciences économiques de l'Université fut possible grâce à l'impulsion donnée au projet par les responsables de la faculté. L'idée essentielle était de mettre en place une base solide pour l'étude et la recherche, qui serait à même d'alimenter les recherches de ceux qui travailleraient sur les thèmes du développement et de la coopération internationale. Pour ce faire, il était nécessaire de fonder un centre de documentation solide qui rassemblerait les principales publications en ce domaine. Cette petite bibliothèque, où cinquante volumes à peine occupaient un seul rayonnage, compte aujourd'hui des milliers de répertoires informatisés sur les aspects les plus divers du développement et de la coopération, dont bien entendu une épaisse bibliographie spécialisée sur les femmes, le genre et le développement, pour laquelle plus de 20 000 demandes de consultation ont été enregistrées depuis 10 ans.

Les femmes dans le monde : un séminaire et des réseaux



Depuis le départ, une de nos priorités était la situation des femmes dans le monde et c'est pourquoi un secteur spécifique, le secteur Femme et développement, avait été mis sur pied avec comme objectifs de :

- ❖ réfléchir à la perspective de genre dans le domaine du développement et de la coopération ;
- ❖ participer activement aux réseaux locaux, nationaux et internationaux de femmes ;
- ❖ jouer un rôle de stimulation pour la perspective de genre tant dans le fonctionnement de l'organisation même que pour les projets à élaborer.

En 1996, toutefois, il n'a plus été jugé utile de garder un secteur spécifique, étant donné la certitude que l'organisation serait à même d'assumer la dimension et la perspective de genre, tant dans son travail extérieur que dans son fonctionnement interne.

Malgré cette décision, le **séminaire Femme et développement**, héritage du travail réalisé par le secteur Femme et développement, a continué à fonctionner de manière

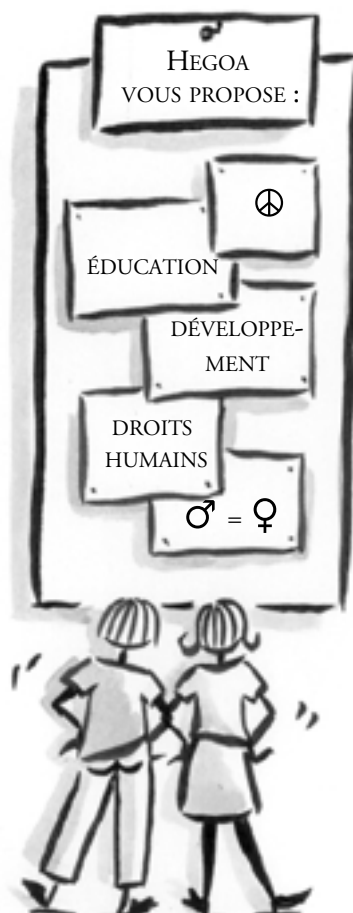
re autonome. A l'heure actuelle, une vingtaine de femmes provenant de secteurs différents (éducatif, universitaire, syndical, social et ONG) y participent. Son travail se centre sur des activités de formation, sensibilisation, information et recherche. Même si formellement il ne fait plus partie de HEGOA, une bonne part de ses membres sont toujours employées à l'Institut.

Alors que le secteur Femme et développement était intégré à l'organisation, **la participation de HEGOA à des réseaux de femmes** se poursuivait à la fois aux niveaux local, national et international. Citons par exemple la participation au secteur Femme et développement de la Coordination espagnole des ONG, plate-forme faisant partie du réseau WIDE (Women in Development Europe).

L'égalité de genre dans les programmes de développement

Au siège de Vitoria, les domaines de travail sont :

- ❖ un centre de ressources didactiques pour l'enseignement primaire et secondaire dans des secteurs transversaux : éducation au développement, éducation environnementale, coéducation, éducation à la paix et aux droits humains, éducation interculturelle, théorie de l'éducation, méthodologie et stratégies didactiques ;
- ❖ un fonds de documentation ;
- ❖ des cours de formation pour enseignants et éducateurs/éducatrices et recherche en éducation au développement ;
- ❖ des projets d'éducation au développement dans le secteur formel et non-formel ;
- ❖ la publication de matériel théorique et didactique sur l'éducation au développement ;
- ❖ du conseil et de l'appui technique pour des projets d'éducation au développement pour des ONG et les autorités locales de Vitoria.



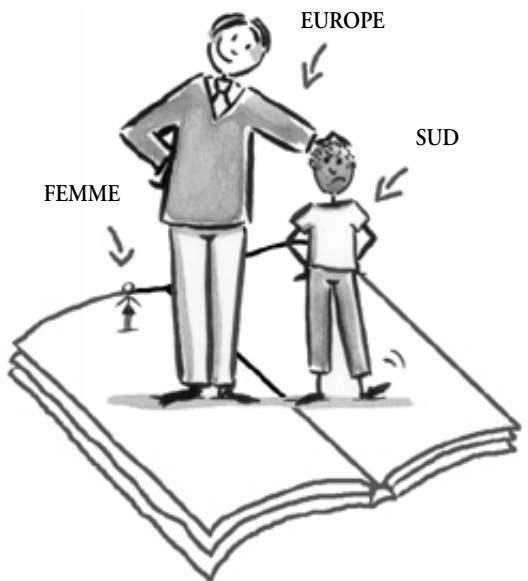
Notre travail dans le domaine de l'éducation formelle débuta fin 1988. L'éducation au développement, dans son sens le plus large, englobe toutes les activités menées à bien dans le Nord concernant la coopération et le développement international. L'équipe HEGOA de Vitoria, consciente de ses limites, avait décidé dès le départ de concentrer ses efforts sur l'éducation formelle. Celle-ci a été considérée comme la meilleure méthode pour aboutir à un processus éducatif à moyen et long terme, ce qui permet de développer un travail théorique et pratique.

Dès le premier projet en éducation au développement, la sensibilité envers les questions de genre était présente. Au cours de ces douze ans il y a eu une évolution nette dans la manière et la profondeur avec lesquelles le genre est introduit et mis en exergue dans le travail accompli. On est passé de la dimension à la perspective de genre, de l'introduction de dynamiques concrètes dans le matériel didactique au fait de les consacrer complètement à la coéducation et à l'éducation au développement. La coéducation consiste à développer et à valoriser, en toute égalité, chez les élèves, les valeurs dites féminines et masculines.

La première activité menée fut un travail de recherche et d'analyse des textes des sciences sociales utilisés à l'école, afin de voir comment ils reflétaient la conception que nous avions alors d'autres réalités sociales et géographiques (et en particulier de ce que l'on a appelé le Tiers-monde). Cette conception, en fin de compte, était celle qui serait transmise à des filles et garçons de 12 à 18 ans. L'étude portait sur trois axes : développement et sous-développement, paix et violence, statut de la femme.

Les points examinés étaient le genre grammatical utilisé dans les textes, les noms propres désignant des femmes et les actions qui leur étaient liées, les termes génériques (pluriel) qui faisaient référence aux hommes et aux femmes et les illustrations appuyant ou contredisant le texte.

La conclusion de cette étude, réalisée au cours de 1989 et publiée en 1991 sous le titre **La face cachée des livres scolaires**, était que dans ces livres, les rela-



La face cachée des livres scolaires

tions internationales étaient vues de manière paternaliste, européocentrique, si pas ouvertement raciste. Quant au rôle des femmes, leur invisibilité dans l'enseignement même de l'histoire se retrouve dans la majorité des livres, ainsi que l'occultation de leurs apports au développement et au devenir des sociétés de tous les temps.

Cette même année, HEGOA a commencé à examiner les réponses alternatives proposées par des entités du monde éducatif, le Mouvement de rénovation pédagogique, des ONG etc. Cette entreprise a coïncidé avec l'élaboration de la réforme de l'enseignement en Espagne et les premières mises en oeuvre de l'approche transversale. Une partie du débat a porté sur ce que serait l'approche la plus globalisante. Dès lors, HEGOA a cessé de mettre en avant l'éducation au développement pour considérer que l'éducation au développement, l'éducation à l'environnement, la coéducation et l'éducation à la paix et aux droits humains étaient étroitement liées et formaient l'axe d'une éducation globale transformatrice.

En 1990 a eu lieu le premier Congrès de l'éducation au développement auquel ont pris part une centaine d'éducateurs et de représentants des ONG de développement. Ce Congrès fut le premier forum organisé dans un cadre national qui permit un échange d'informations entre les participants, une meilleure connaissance des différents points de vues, une plus grande coordination entre les propositions faites et également la prise de décisions concernant les méthodes et les priorités de travail pour l'éducation au développement à moyen terme.

La dimension du genre a été prise en considération dans l'organisation du Congrès, en invitant des femmes et en consacrant certains des rapports présentés aux inégalités dues au genre et à la situation des femmes. Pour le deuxième Congrès, on a par contre travaillé avec la perspective de genre autant dans la préparation, la coordination et la définition de la structure même que dans les contenus, en y consacrant un des quatre modules du Congrès.


Une des activités les plus efficaces de HEGOA a été de mettre au point de nouveaux instruments pour travailler l'éducation au développement dans les écoles et dans l'enseignement non-formel.

C'est en 1990-91 que les premiers **Guides didactiques pour l'éducation au développement** ont été publiés. Leur but est de montrer l'éducation au développement d'un point de vue opérationnel, en formulant différentes propositions méthodologiques. L'un des axes de travail s'intitule "Femme et société", les autres sont l'Islam et l'Afrique subsaharienne, dans lesquels la situation des femmes est traitée plus ponctuellement.

Juntamundos-Mundubildu reprend du matériel d'information, de réflexion et de travail sur l'éducation au développement et sur le concept de développement humain du PNUD. La première partie travaille la vision intégratrice de l'éducation. La deuxième partie propose des dynamiques concrètes en vue d'approfondir l'importance du rôle de la femme dans le développement humain, en s'intéressant sur les stéréotypes et préjugés.

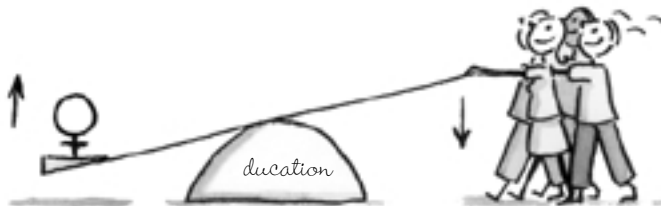
Vies parallèles porte sur la compréhension des rapports de genre dans les processus de développement. L'objectif est de faire apparaître clairement aux yeux des étudiant-e-s et enseignant-e-s les contributions socioéconomiques et culturelles apportées par les femmes du monde entier et la nécessité d'incorporer la perspective de genre dans l'analyse de la réalité et dans l'ensemble de l'activité éducative.

Une vision globale : développement, genre, écologie et droits humains

 HEGOA a commencé à donner des cours à des enseignants en 1990. Dès ces premiers cours, l'éducation au développement était abordée comme un élément de la vision globale déjà mentionnée (développement, genre, écologie, paix et droits humains). Néanmoins, même si la question du genre était abordée sous l'angle théorique, aucune place spéciale n'était réservée au traitement de la perspective de genre et de la coéducation dans la pratique. Depuis 1999, différents cours sont organisés en collaboration avec le gouvernement basque. Ils s'adressent aussi aux enseignants et portent spécifiquement sur la question du genre, ne se contentant plus de l'introduire de manière transversale tout au long du cours.

En fin de compte, peu à peu, en nous appuyant sur l'éducation comme moyen de transformation sociale et culturelle, nous avons, de plus en plus consciemment, accentué le rôle des femmes, en essayant de les présenter sous un jour positif, de briser les stéréotypes et les préjugés existants et en introduisant la perspective de genre dans tout notre travail.

L'quipe d'hegoa



Pour une autre image des femmes et du Sud : stratégies et dynamiques

- ❖ **Etudes de cas** par lesquelles nous tentons de présenter une image positive de la femme et d'utiliser des images portant un nom (humanisation), pour créer un lien entre vie quotidienne et contexte plus global.

Dynamiques qui visent à questionner les stéréotypes et les idées préconçues :

- Baromètre d'idées (activité de démarrage).
- Analyse de l'image des femmes transmise par la publicité.
- Photo-mot : rédaction de textes pour différentes photos.
- Répondre à des questionnaires Vrai ou Faux.
- Elaboration de questionnaires.
- Définition rapide de concepts en petits groupes.
- Analyse de plaisanteries et de proverbes.

❖ **Dynamiques analytiques**

- Commentaire de textes brefs et de textes comparés (différentes interprétations d'un même sujet).
- Observation de bandes dessinées sur le contenu et le contraste entre image et texte.
- Analyse de statistiques, données... qui émanent de HEGOA d'une part et qui doivent être trouvés par les élèves d'autre part.

- ❖ **Travaux de recherche** sur l'apprentissage de quatre processus de base : établissement d'hypothèses, recherche et systématisation de l'information, analyse et conclusion, processus de communication. L'accent est mis sur les processus utilisés, sur la manière de réaliser les activités, sur comment apprendre à apprendre.

- ❖ **La rose des vents** : n'importe quel thème peut être travaillé par le biais d'une image, en la reliant aux quatre points cardinaux, à partir desquels on peut établir un parallèle : N-nature, S-société, E-économie et O-organisation politique, et en cherchant un lien entre les points.

- ❖ **Activités avec des images** : ajout de légendes aux photos, courtes narrations sur la base de photos, enregistrement de publicités pour les analyser, division des photos en fragments, analyse de chaque partie et puis de l'ensemble, photos portant des phrases au verso comme activité finale.

- ❖ **Et aussi : vidéos, dramatisations...**



RENCONTRE DU RÉSEAU

La réunion du réseau Palabras 2001 a eu lieu à l'occasion de la Conférence annuelle de WIDE à Madrid. Dans la perspective de l'élaboration du prochain projet Palabras que nous souhaitons introduire à l'Union Européenne, nous avons pu présenter les objectifs et le cheminement du réseau Palabras et échanger, avec des personnes travaillant en réseau, sur les écueils et les apports de ce type de dynamique.

Plusieurs partenaires de Palabras étaient présentes : Najat Ikkich, de la Ligue démocratique des droits de la femme au Maroc, Fatou Ndoeye, de Enda Graf au Sénégal, Rosa Guillen de Mujer y ajuste au Pérou, Céline Ostin de Femmes et changement en France.

Deux questions ont été abordées avec les participantes.

1 : QUELS SONT LES ÉLÉMENTS UTILES POUR AVOIR UN RÉSEAU DYNAMIQUE ET DÉCENTRALISÉ ?

Quelques réponses :

- ☛ Avoir de "bons" modèles à suivre, des exemples de réseaux de mouvements de femmes et féministes.
- ☛ La structure du réseau doit être très claire, bien spécifiée.

- ☛ Il faut expliciter les intérêts des membres pour arriver à un projet commun.
- ☛ Créer des points d'échanges locaux
- ☛ Au niveau des réseaux des femmes, la construction théorique permanente est un élément clé de leur reconnaissance et de leur ouverture vers des réseaux plus grands.
- ☛ Il est nécessaire d'avoir des thèmes communs pour l'échange des expériences et pour le débat.

2 : QUELS SONT LES PIÈGES À ÉVITER ?

- ☛ Il faut veiller aux objectifs : les objectifs divergents peuvent être un facteur de déstructuration du réseau.
- ☛ Il est nécessaire que les institutions membres du réseau soient similaires par rapport aux objectifs et au but final.
- ☛ Il faut penser que pour l'élargissement du réseau, il est très important de s'enrichir des expériences régionales.
- ☛ Il faut faire attention à l'équilibrage des tâches entre les partenaires et les coordinatrices du réseau.

La suite des échanges auront lieu au sein du Réseau Palabras, sur base des propositions du Groupe de travail Palabras.

Appel à contribution

Afin de préparer au mieux le calendrier des prochains numéros, voici les thèmes et les délais pour la remise de récits ou de courtes présentations pour les prochains numéros de Palabras

- les femmes et les médias (2002)
- les femmes dans les syndicats (2002)
- les femmes dans les conflits (2002)
- ...

Recueil de récits

Nous désirons diffuser des récits issus de trois continents (Europe, Amérique latine, Afrique) qui pourront ainsi être mis en parallèle ou en perspective.

Voici quelques propositions d'éléments qu'il nous semble important de recueillir pour un récit de groupe.

- Qui compose notre groupe ? Qu'est-ce qui fait notre identité ? Que faisons-nous ensemble ?
- Quelle est l'histoire de notre groupe : quand et comment s'est-il constitué ? Dans quel contexte (politique, économique...) notre groupe est-il né ?
- Quelle est la participation au sein de notre groupe ? Comment fonctionne-t-il ?
- Description du combat mené : autour de quoi notre groupe s'organise-t-il ? Comment faisons-nous ? Quels rapports a notre groupe avec d'autres groupes au niveau local, national voire international ? Quelle est la vision des relations entre le Nord et le Sud ?

- Quel changement social souhaitons-nous obtenir ? Quel est notre projet ? Quels pouvoirs ? Quelle démocratie participative (quelle citoyenneté) ?
- Comment notre action collective modifie-t-elle les rapports entre hommes et femmes vers plus d'égalité ?
- Effets et conséquences de l'organisation et de l'action du groupe : effets pour notre groupe lui-même, effets pour chacune des membres, effets sur le contexte ?
- Comment voyons-nous l'avenir : pour notre combat, pour notre groupe ?

Des idées ? Des commentaires ? Un récit à transmettre ?

Ils doivent nous parvenir au plus tard trois mois avant la date d'édition programmée.

Vous pouvez l'adresser par écrit (de préférence sur support informatique) ou sur cassette, en espagnol ou en français, à Hélène Ryckmans ou à Marcela de la Peña.

Les textes comporteront environ cinq pages et seront transmis avec le logo (si vous en avez), les coordonnées du groupe et des photos.

© Le Monde selon les femmes

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditrice.

« Parce qu'on nous condamne
au silence, je crie l et ici »

Luz Garcia Ocampo

Palabras/Palabres est édité avec l'aide et le soutien de :

- ☛ la Commission des Communautés Européennes
- Direction générale du développement,
- ☛ la DGCI - Direction générale de la coopération
internationale,
- ☛ la Fondation Talithakoum,
- ☛ le ministère de la Communauté française de
Belgique - Direction de l'égalité des chances,
- ☛ le CNCD - Centre national de coopération au
développement - Opération 11.11.11

Le Monde selon les femmes

Rue de la Sablonnière, 18
B - 1000 Bruxelles – Belgique

Tél. 32 2 223 05 12

Fax 32 2 223 15 12

E mail palabras@mondefemmes.org

Site Web www.mondefemmes.org